
*Des soudures aux crises :
les réponses paysannes dans le Sine*

Les crises alimentaires sont assez rares au Sénégal, en particulier en pays sereer. Elles impliquent la détérioration subite des conditions de production et des circuits d'approvisionnement en aliments des populations. Une crise de production peut intervenir fréquemment, mais n'atteste pas nécessairement l'existence de difficultés dans tous les circuits d'approvisionnement en aliments. Plus généralement, les périodes dites de « soudure » se succèdent en pays sereer sans pour autant signifier crise alimentaire ou vivrière. Elles ne correspondent qu'aux périodes où l'alimentation et les circuits d'approvisionnement sont modifiés.

Dans les années quatre-vingt, plusieurs crises de production sont apparues dans le centre-ouest du Sénégal, et précisément en 1981, 1983 et 1984 en pays sereer. Nos recherches ont porté sur la période 1982-1985 au cours de laquelle une série d'enquêtes directes a été réalisée dans cinq villages des Communautés rurales de Ngayokhem et de Diarère. Elles ont été effectuées auprès de tous les chefs de cuisine de ces villages, soit au total 250 personnes. L'objectif des questionnaires, passés en mai 1985 et juin 1986, était d'une part d'établir le bilan céréalier de chaque cuisine en évaluant le niveau des récoltes des trois dernières années, les achats et les ventes de céréales, les dons reçus et envoyés et les aides alimentaires et, d'autre part, de repérer les solutions mises en œuvre pour combler éventuellement les déficits de production. Ces questionnaires ont été remplis pour quatre campagnes : 1982-83, 1983-84, 1984-85 et 1985-86. Les première et dernière campagnes ont été d'un bon niveau, tandis que les campagnes intermédiaires furent considérées comme très médiocres.

La récurrence persistante des soudures en pays sereer entraîne diverses conséquences pour le paysannat. Une crise alimentaire comme celle de 1985 est plus grave, même s'il existe des réponses paysannes pour la surmonter.

LA SOUDURE : MYTHES ET RÉALITÉS

On pourrait croire que les crises de production entraînent automatiquement des crises alimentaires graves, se caractérisant par des rationnements draconiens, des décès et des déplacements massifs

de la population. Cet enchaînement est trop souvent mis en avant et l'on oublie que la production subit d'une année sur l'autre des variations continues, sans pour autant engendrer de crises alimentaires.

Définitions

En cas d'épuisement des stocks de récolte, un déficit de production entraîne à un moment ou à un autre de l'année, des conséquences pour les circuits d'approvisionnement et l'alimentation. Pour d'autres raisons qu'un déficit de production - prélèvements sur la récolte destinés à la vente ou au remboursement d'emprunts, pour la venue de visiteurs ou pour donner à des parents - une rupture de l'approvisionnement en vivres de base peut également se produire en cours d'année¹.

La soudure apparaît donc non seulement à l'épuisement des stocks, et en attendant la nouvelle récolte, mais aussi à tout moment de l'année lorsque le circuit habituel d'approvisionnement en céréales, et par là-même l'alimentation, est modifié. La soudure est gérée dans le temps alors que la pénurie ne l'est pas. La pénurie signifie que non seulement le lien grenier-marmite est rompu, mais aussi que les possibilités pour se procurer des céréales par d'autres moyens sont rendues difficiles (achats, emprunts, dons), à la suite d'une grave crise vivrière touchant un village ou un groupe de villages et se caractérisant par un manque généralisé de liquidités ou de céréales sur les marchés. Dans ces conditions, la crise alimentaire² est proche.

Les termes de disette et de famine constituent alors des degrés de la pénurie. M. CHASTANET (1983) définit la disette comme une soudure difficile d'un à deux mois et plus, et la famine comme une disette allant de trois à huit mois et plus, et qui s'étend sur deux années agricoles. Deux autres auteurs reviennent sur ces définitions et vont dans le même sens. C. BECKER, étudiant la période précoloniale aux XVII^e et XVIII^e siècles en Sénégambie (1985), situe la disette bien avant la famine. Pour la période plus récente, Y. LACOSTE insiste sur le fait que la disette est une phase de grave pénurie, le plus souvent saisonnière, mais qu'elle ne provoque pas d'hécatombe humaine (1986). La famine, par contre, n'est pas un phénomène local mais régional, et se produit en cas de disette, quand les populations ne reçoivent aucun secours alimentaire.

Disettes et famines en pays sereer

Si l'on s'en tient aux définitions précédentes, les famines n'existent plus aujourd'hui au Sénégal, contrairement à ce qu'avancent R. DUMONT (1986) et J. GIRI (1987) quand ils parlent d'un Sénégal

1. Ph. LAVIGNE DELVILLE parle ainsi de déficit de consommation, autrement dit ce qu'il manque concrètement en fin d'année (1988).

2. Ou crise de subsistance selon M. CHASTANET (1983).

ballotté par la famine. Bien au contraire, ces famines se sont surtout multipliées à une autre époque, aux XVII^e et XVIII^e siècles, pour des raisons climatiques, mais aussi économiques et politiques.

C. BECKER rappelle l'importance des disettes et des famines à l'époque pré-coloniale. Au XVIII^e siècle précisément, pendant au moins trente années, les populations sénégalaises auraient connu la disette et la famine qui auraient entraîné l'accentuation de la mortalité, ainsi que des problèmes sanitaires et sociaux. D'après les archives citées, il est difficile de savoir si les disettes et les famines ont touché toute la population sénégalaise, et non pas seulement une région, comme cela est souvent indiqué. Néanmoins, nous pouvons penser qu'une partie de ces disettes et de ces famines a également concerné le Sine, même si d'après les données issues des traditions orales, C. BECKER n'en cite que deux bien connues.

Nous ne savons à peu près rien des disettes et famines qui se sont produites dans le Sine au XIX^e siècle. Par contre, pour la période de 1940 à 1988, nous disposons d'informations recueillies auprès de paysans et d'informateurs divers, notamment les griots. Dans un rayon de 20 kilomètres autour de Niakhar, les paysans sereer semblent ne retenir pour cette période que cinq années marquées par une soudure difficile, voire même une disette : 1942, 1952, 1963, 1982 et 1985. Ces disettes succèdent généralement à une ou deux années au cours desquelles les récoltes ont été médiocres et les réserves en numéraire sérieusement mises à mal. En aucun cas, il ne semble qu'il y ait eu famine - ou *kbif*, terme wolof repris par les Sereer pour ces cinq années - bien que les personnes interrogées ne fassent guère de différence entre une soudure difficile et une famine. Le terme de *kbif* est retenu par les paysans dès que la soudure devient difficile, alors que tout semble prouver qu'il ne s'agit que d'une disette.

Un fait convient d'être noté : les années 1968-1973 n'ont pas laissé de souvenir difficile aux paysans, alors qu'elles ont été souvent (trop?) citées comme une période de soudures difficiles et de disettes. Ce constat traduit l'évolution de la situation économique du Sine depuis 50 ans et plus. Les disettes graves et les famines ont disparu du quotidien paysan, mais les soudures, quant à elles, existent toujours. Dans le Sine d'aujourd'hui, le fait marquant est la récurrence de ces soudures. Les paysans indiquent clairement qu'en 1943 l'année a été moyenne, qu'au cours des années cinquante ils ont vu se succéder les mauvaises aux bonnes années, et que depuis 1966 pour les uns, 1978 pour les autres, les années médiocres à moyennes se suivent sans discontinuer. Nos enquêtes

montrent aussi qu'au cours de la période récente (1982-1988), la soudure a été réduite au minimum en 1982-83, 1985-86 et 1987-88, mais qu'elle a été difficile en 1983-84, 1984-85, 1986-87 et sans doute 1988-89.

La situation du Sine prouve d'une certaine façon que l'intégration dans l'économie monétaire empêche toute soudure de se transformer en grande disette ou famine. Les récits des paysans sont à ce propos très explicites. Avec le développement des marchés et de l'offre diversifiée en céréales et en produits alimentaires de toutes sortes, le temps des soudures, au cours desquelles les paysans allaient jusqu'à Diourbel chercher leur nourriture, est révolu. La moindre vulnérabilité des paysans face aux crises vivrières est liée également aux revenus dont ils disposent. Ils signalent ainsi que, globalement, la diversification des sources de revenus favorise une meilleure couverture des besoins.

LES STRATÉGIES ALIMENTAIRES

Au sens de rupture d'approvisionnement, la soudure est un moment banal pour chaque producteur du Sine. Devant le constat d'un déficit de production, ce dernier sait déjà comment combler le déficit. Un double système de stratégies et de tactiques lui permet de gérer cette éventualité et de parer, quand il est pris au dépourvu, au plus pressé. Les réponses apportées par les paysans aux soudures sont présentées dans les cinq villages de notre échantillon. Il est donc difficile d'étendre les conclusions à l'ensemble du Sine-Saloum.

L'éternel cycle « cultures-récoltes-consommation » recommence chaque année et avec lui les prévisions de consommation du paysan. Au cours de l'hivernage, le chef de famille appréhende le niveau de sa récolte en céréales, en fonction des parcelles qu'il a ensemencées, de l'évolution favorable ou défavorable de la croissance du mil, des emprunts contractés pendant la soudure et qu'il devra rembourser sur sa récolte en mil. Même s'il ne peut pas dire précisément quel niveau atteindra sa récolte, il peut estimer à l'avance s'il y aura déficit de production ou non. À partir de ce moment, toute une série de décisions engage l'avenir de l'exploitation jusqu'à l'hivernage suivant. Ces décisions vont s'éta-ler dans le temps, mais elles sont prises souvent bien avant la récolte et la nouvelle année de consommation.

La migration saisonnière

Compte tenu de ses stocks et de sa récolte, le chef de *ngak* doit assurer la consommation le plus longtemps possible dans l'année. Pour cela, il favorise le départ en saison sèche d'une partie des membres de la cuisine qui iront en ville chercher un emploi saisonnier. Dans les villages de son échantillon, M. GARENNE *et al.* constatent que le solde migratoire devient négatif dès que la pluviométrie de l'hivernage précédent est faible (1987). D'après le tableau 1, la migration saisonnière est une des réponses au déficit de production, surtout si l'on compare 1983-84 et 1985-86, deux années au cours desquelles le recensement des migrants a été fait en avril, à une époque où toutes les personnes qui migrent sont déjà parties.

	1983-84	1984-85	1985-86
Déficit de production (*)	46 %	53 %	12 %
Nombre de migrants	243	203	142

Tableau 1

Évolution de la migration saisonnière en réponse au déficit de production dans les cinq villages de l'échantillon entre 1983-84 et 1985.

(*) Déficit moyen de la production vivrière dans les cinq villages
Source : enquêtes mai-novembre 1985 ; GARENNE *et al.* 1987.

Comme 80% des migrants saisonniers ont moins de 30 ans, ils dépendent des plus âgés, pour ce qui est de la décision de migrer. Les chefs de cuisine précisent en effet qu'ils autorisent leurs enfants à quitter la concession. Dans les faits, ils pourraient très bien les retenir au village s'ils estimaient que leur départ n'est pas nécessaire. Après une bonne récolte, par exemple, les jeunes actifs masculins qui, l'année d'avant, avaient quitté la concession, restent cette fois-ci pour «...aider aux travaux de la maison... ». Pour les jeunes filles, A.S. FAU (1992) indique que leur départ est assorti de l'autorisation parentale. Cette autorisation ne semble guère obligatoire après l'âge de 20 ans, alors qu'elle prédomine à un âge inférieur.

Dépendant de la décision du chef d'exploitation, le départ en migration constitue une réponse immédiate au déficit de production. Bien avant la récolte, le courant de la migration se gonfle des premiers départs. En 1983-84, près de 20% des jeunes filles étaient parties avant le mois de septembre et 32% avant la fin d'octobre. Ce mouvement précoce touche d'abord les jeunes filles - 69% des migrants saisonniers avant la fin du mois d'octobre 1984 étaient du sexe féminin - puis au cours de la saison sèche, les hommes deviennent majoritaires, après décembre 1984, ils représentaient 52% des migrants.

En dernier recours, dans les familles où des problèmes de survie se posent, il se peut que ce soit le chef de cuisine qui décide lui-même de quitter la concession. Si ce n'est pas son premier voyage, il a la possibilité de trouver un emploi en ville et donc d'entretenir sa famille au village. Dans ce cas de figure, la conjoncture défavorable pousse le chef d'exploitation à une solution extrême.

La migration saisonnière répond à des préoccupations économiques du chef d'exploitation mais, depuis plusieurs décennies elle a aussi un aspect structurel. Selon B. GUGOU et A. LERICOLLAS (1992), elle aurait débuté dans certains villages avant même la Seconde Guerre mondiale : aujourd'hui, tout autant que la culture du mil, elle est entrée dans les habitudes paysannes. D'après le tableau 1, une bonne récolte n'empêche pas un lot important de jeunes actifs de quitter la concession. Dans la vie quotidienne des familles, les femmes sont moins mises à contribution à certaines périodes de l'année, notamment à l'époque des travaux de stockage des récoltes, de réfection des palissades et des bâtiments. Les jeunes filles exigent également le départ parce qu'il signifie pour elles une certaine liberté et correspond à un besoin de disposer de ressources monétaires personnelles. A.S. FALL cite une jeune fille : « ...j'ai vu les filles de mon âge faire le voyage et je me suis dit pourquoi pas moi, sachant que ma mère ne s'y opposerait pas... ».

Pour le chef de cuisine, le résultat est le même : ces départs lui permettent de gérer sa récolte et de prévoir sa consommation dans l'année. Qu'ils répondent ou non à un déficit de production importe peu en définitive : en ce sens, la gestion des réserves vivrières, calquée sur le balancement saisonnier du nombre de consommateurs, est aussi structurelle.

Le grenier d'hivernage

Si le producteur dispose de stocks issus de la récolte précédente, il cherchera à les consommer en premier lieu dès le début de la saison sèche, puis prendra le mil nouveau de médiocre qualité, qu'il consommera jusqu'à la traite des arachides. Le paysan tentera de conserver au moins un grenier de mil de bonne qualité pour le début d'hivernage et les premiers travaux agricoles. Selon I. de GARINE, en voulant éviter la longue soudure d'hivernage, le paysan « ...diffère la soudure réelle...en la décalant en saison sèche... » (1960 : 16). La notion de soudure prend ici tout son sens³.

La pratique du grenier d'hivernage est générale dans l'ensemble de l'échantillon et se traduit dans la consommation par deux changements. Compte tenu de la moindre activité au village en saison

3. Chez les Wolofs, les chefs d'exploitation utilisent leur récolte avant de se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement. Peut-être parce que leur économie est profondément ouverte sur l'extérieur et que les chefs de cuisine s'appuient depuis longtemps sur les revenus du commerce et de la migration (GARINE, 1960).

sèche, la ration individuelle diminue par rapport à celle de l'hivernage. Dans l'échantillon, elle passe de 620 grammes de mil-grains en hivernage à 563 grammes en saison sèche (LOMBARD, 1993). En outre, la consommation de saison sèche se diversifie. Les achats de mil, de riz et même de maïs remplacent la récolte. En mai 1985, les producteurs de l'échantillon disposaient en moyenne d'une réserve de 300 kilos provenant de leur récolte, de 183 kilos de mil et 75 kilos de riz achetés, et de 30 kg de céréales reçus sous forme de dons et d'aide alimentaire.

Les achats de céréales et les besoins en ressources monétaires

La gestion des réserves vivrières implique un recours aux ressources monétaires, sinon elle n'est plus possible. En d'autres termes, la soudure met en jeu l'ensemble de l'économie familiale, et pas seulement les récoltes et les stocks de céréales. Cette combinaison au moment opportun des réserves vivrières et des revenus monétaires trouve sa pleine expression en début de saison sèche. La vente d'arachides constitue la première ressource monétaire pour acheter des céréales à cette époque de l'année (tabl. II).

Ressources monétaires	% de cuisines ayant acheté du mil en saison sèche 1984-85	% de cuisines ayant acheté du mil en saison sèche 1985-86
Vente d'arachide	18	50
Vente de bétail	48	15
Dons reçus sous forme d'argent	10	15
Envois des migrants sous forme d'argent	5	5
Activité secondaire	19	15

Tableau II

Ressources monétaires ayant permis les achats de mil en saison sèche.

Source : enquêtes mai 1985, juin 1986.

En cas de bonne récolte comme en 1985-86, 50% des cuisines qui achètent du mil en saison sèche en vue d'économiser leurs réserves, le font avec les revenus provenant de la vente de l'arachide. À l'inverse, comme en 1984-85, une médiocre récolte empêche le paysan d'agir de même : d'autres revenus entrent en ligne de compte.

De plus, le paysan a intérêt à acheter en saison sèche plutôt qu'en hivernage, époque à laquelle le prix du mil peut augmenter de 60 à 70% : en 1985-86, le mil est resté bon marché à Niakhar, autour

de 70-75 francs le kilo, son prix baissant même jusqu'à 65 francs en juin. En saison des pluies, le paysan devra non seulement surpayer son mil, mais, en outre, il devra parcourir toute la région pour en trouver. En mai 1985, 83% des cuisines de l'échantillon ont acheté le mil dans les marchés proches de Niakhar, Toukar et Patar, alors qu'en hivernage de la même année, les paysans sont allés jusqu'à Fatick et Bambey pour s'en procurer.

Les revenus retirés de la vente de l'arachide ne sont qu'une des possibilités offertes au paysan pour assurer la consommation durant la soudure. On assiste non seulement à une diversification des sources d'approvisionnement en céréales, mais aussi à celle des sources de revenus. La vente de bétail constitue un des moyens de gagner de l'argent : en 1983-84 et 1984-85, 45% des chefs de cuisine de l'échantillon ont vendu du bétail pour acheter des céréales. La plupart (environ 70%) se sont efforcés de vendre du petit bétail sur les marchés voisins, où le commerce de caprins et d'ovins occupe une place importante (LOMBARD, 1993). Pour le paysan, il semble préférable de vendre en saison sèche, quand les animaux sont encore bien nourris et ont acquis une valeur monétaire élevée. En début d'hivernage, compte tenu des besoins pressants en numéraire de chaque agriculteur et de l'état des bêtes faiblement nourries, les prix ont tendance à baisser fortement. En plus de la hausse du prix du mil, la soudure « coûte » alors un peu plus au paysan.

La migration saisonnière représente aussi un moyen de se constituer un revenu monétaire. S'ils ne sont pas aussi substantiels que ceux de l'arachide ou de la vente de bétail - quelques milliers de francs par saison, parfois même 10 à 20 000 francs - les revenus qu'elle procure sont indispensables à l'économie de l'exploitation.

Les chefs de cuisine exercent tous au village une activité dite « secondaire » qui parfois les occupe à temps plein pendant cette saison, et même au-delà. Aux environs de Thiès, l'importance de l'activité maraîchère de saison sèche, dont le produit est écoulé auprès des « bana-bana »⁴ wolofs, est avérée. D'autres paysans bénéficient de la proximité de la route nationale pour confectionner et vendre des objets tressés. Autour de Niakhar, les activités secondaires atteignent rarement ce niveau de développement et de relations avec le marché, hormis la vente de bétail. Sur chaque bête vendue sur les marchés des environs de Niakhar, les intermédiaires peuvent gagner 500 à 1 000 francs, parfois un peu plus, et ainsi espérer obtenir 5 à 10 000 francs sur une saison sèche. Le métier de maçon ou de mouleur de briques procure également des compléments monétaires. Quant aux femmes, elles exercent des activités de petit commerce et ainsi améliorent le quotidien de la cuisine par l'achat de condiments, de poissons, de feuilles à sauce.

4. Commerçant ambulante qui achète sur les marchés ruraux pour revendre en ville.

L'avenir est au développement de ces activités, surtout celles qui sont de près ou de loin liées aux marchés hebdomadaires, que ce soit le transport de personnes ou de marchandises, la vente de sous-produits agricoles, ou bien les nouvelles filières comme celles de l'élevage des porcins ou du maraîchage. Les activités commerciales pour l'approvisionnement des villes peuvent aussi connaître un essor. Par les réseaux familiaux qui unissent les Sereer des villes à ceux de campagnes, le commerce de produits vivriers, encore marginal, rémunère directement les producteurs ruraux.

LA CRISE ALIMENTAIRE DE 1984-85 ET LES TACTIQUES DE SURVIE

Les deux années 1983-84 et 1984-85 ont été marquées par de graves déficits de production dans tout le pays sereer autour de Niakhar. Sur l'ensemble de l'échantillon, le déficit moyen de la production vivrière dans chaque cuisine a été en 1983 de 46% et en 1984 de 53%, soit environ 4 fois celui de 1982 et 4,5 fois celui de 1985. Dans les hameaux au nord de l'arrondissement de Niakhar, le déficit de production a pu atteindre en 1984 : 90%. L'arachide a subi également de sérieux revers, en 1983 comme en 1984. Dans les points de collecte de la Communauté rurale de Ngayokhem, le poids des arachides commercialisées n'a pas atteint 20% de celui de 1982, à Dioghine il a approché 50%, mais autour de Diarère dans le sud, le tonnage a avoisiné 70% de celui de l'année de référence.

Si de grandes disparités d'un village à l'autre et même d'un hameau à l'autre sont à remarquer, globalement les villages situés au sud de Niakhar ont moins souffert que ceux du nord. En 1984, le taux moyen de déficit vivrier par cuisine était deux fois plus élevé dans les villages du nord que dans ceux du sud.

Les causes de l'effondrement des productions

Une première explication tient à la faiblesse des pluies durant les hivernages 1983 et 1984. Le pluviomètre de Niakhar n'a enregistré que 328 mm en 1983 et 366 mm en 1984, soit 31% et 23% de moins que la moyenne 1975-84. Le pluviomètre à Ngayokhem a même connu une diminution de près de 50% par rapport à 1982. Au cours de ces deux hivernages, le mois de juillet a été particulièrement sec et les pluies se sont interrompues brutalement en

octobre. Or, l'effondrement de la pluviosité a des effets catastrophiques sur certains types de sols. Dans la Communauté rurale de Ngayokhem, en cas de sécheresse les sols les plus argileux (*dek*) sont impropres aux cultures.

D'autres causes ont contribué à accroître la crise des productions. C'est à partir de 1984 que l'État s'est progressivement désengagé des campagnes, réduisant de moitié son apport dans le capital semencier (M.D.R., 1984). De fait, après la crise arachidière de 1983 et à l'approche de l'hivernage de 1984, les producteurs ont connu des difficultés pour s'approvisionner en semences. Par contrecoup, les superficies en arachide ont été réduites. En outre, les migrants ne sont pas tous revenus pour les travaux des champs, leur absence contribuant aux médiocres rendements.

Cette combinaison et cet enchaînement de causes posent le problème de l'après-crise (CHASTANET, 1983). Les paysans mettent en effet plusieurs années à retrouver des conditions et un niveau de production indispensables pour échapper à la crise de consommation.

De la soudure à la disette

Dans les villages du nord, les soudures sont apparues très tôt au cours de la saison sèche 1984-85. La migration saisonnière a permis aux paysans de limiter le prélèvement dans les réserves vivrières et monétaires. En décembre 1984, près de 10% de la population des cinq villages avait déjà quitté les concessions pour chercher un emploi en ville ; en mai 1985, 13% de la population était absente (et 12% en 1983-84). La relation entre déficit de production et migration est confirmée par l'étude des taux de migration selon le village : à Ngalagne-Kop, le déficit de production a été 2,8 fois plus élevé qu'à Mokane, et le taux de migration 2,2 fois plus important.

Comme d'habitude, les paysans ont tenté de conserver un grenier pour le début de l'hivernage. En mai 1985, seulement 48% d'entre eux disposaient d'un grenier d'avance (LOMBARD, 1993). Comme le cours du mil est passé de 80 francs en octobre 1984 à 100 francs en avril 1985 et à 250 francs en août de la même année, on se rend compte de la pertinence de cette pratique très économe. Dans les villages ayant connu un déficit supérieur à 50%, la préservation d'un grenier pour l'hivernage a par contre été rendue impossible par la nécessité de privilégier une alimentation correcte après la précédente soudure. En temps de crise, les disparités entre agriculteurs se révèlent et s'accroissent. En mai 1985, 64% des gros producteurs disposaient d'un grenier d'hivernage, contre 36% des petits producteurs.

Dans les cuisines déficitaires, les achats sont élevés. Quand le déficit a atteint 75%, les achats de mil ont couvert au moins 50% de la consommation. Le riz a joué également un rôle d'aliment de soudure : 11% de la consommation en 1984-85 pour un déficit supérieur à 75%, et 8% pour un déficit moins important. Pour réaliser des achats de cette ampleur - en mai 1985, certaines cuisines avaient déjà acheté plus de 500 kilos - toutes les ressources monétaires sont mobilisées. La vente de bétail a permis dans 72% des cuisines fortement déficitaires d'acheter du mil (67% en 1983-84), contre 15% seulement des cuisines dont le déficit était inférieur à 25%. La vente de petit bétail a concerné tous les producteurs, mais seulement 13% d'entre eux ont vendu des bovins en 1984-85 (15% en 1983-84). En désespoir de cause, des petits producteurs se sont séparés de leurs animaux de traction. Cette ultime réponse amenuise l'outil de production des exploitations, pourtant indispensable à une éventuelle reprise.

Dans le même ordre de réponses, la multiplication des petites activités de saison sèche peut être interprétée comme une solution passagère mais indispensable. Excepté pour les gens de castes aux activités spécifiques et permanentes, on ne peut parler de métier pour désigner la vente irrégulière d'une charrette de paille, d'un fagot de bois, le colportage de concession en concession, le ramassage et la vente de feuilles d'herbes. Le besoin de numéraire commande la reprise de l'activité, et si elle s'avère impossible, le paysan se tourne vers une autre.

En fin de saison sèche, en 1985 et l'hivernage s'annonçant, les ressources en numéraire pour nombre de paysans se sont progressivement amenuisées. L'emprunt est resté une solution pour 23% des chefs de cuisine. Ce sont surtout les paysans les plus déficitaires qui ont emprunté (près de 50% des emprunteurs de 1985 habitent le village le plus sinistré). La plupart des emprunteurs ont obtenu du mil au cours de l'hivernage, cette céréale ayant progressivement disparu des marchés proches de Niakhar. Aux dires des paysans, la responsabilité en incombait surtout aux commerçants, spéculateurs soucieux de conserver leurs stocks et de vendre le plus cher. Simultanément, une rétention sur les stocks de riz, provoquée par les grossistes de Dakar qui espéraient une hausse prochaine des prix, s'est traduite dans les boutiques rurales par l'apparition d'une pénurie. Durant tout le mois d'août 1985, dans les environs de Niakhar, riz et mil ont disparu par intermittence des boutiques et des marchés, sans que cela dure cependant plus de 10 jours de suite.

Cette pénurie est venue s'ajouter à une situation déjà difficile dans les villages. À Ngalagne-Kop en particulier, la pénurie de vivres de base s'est transformée en disette générale. Les paysans démunis se sont contentés de pain, de biscuits, de feuilles et d'herbes. En revanche, dans les villages du sud, à Mokane et à Khassous, les gros producteurs ont fait office de fournisseurs en céréales, moyennant emprunts, mais en aucun cas il n'y a eu disette ni crise alimentaire. En fait, il semble que la disette soit restée surtout circonscrite aux villages de la Communauté rurale de Ngayokhem, où les récoltes avaient été catastrophiques en 1983 et 1984, et où les gros producteurs ont été également touchés par le sinistre.

Le répit de la nouvelle récolte

En 1985, la répartition des pluies ayant été régulière jusqu'en septembre, les récoltes ont débuté autour du 15 septembre. La soudure d'hivernage s'est trouvée du coup écourtée. Dans la nécessité, certains paysans ont commencé à consommer le nouveau mil à peine mûri. Pour tous, la fin d'hivernage a été nettement moins difficile à supporter que le début. Une double aide alimentaire a été distribuée, l'une par le gouvernement, l'autre par la mission luthérienne de Fatick. L'État a distribué 4,5 kilos de riz par individu dans la Communauté rurale de Ngayokhem, et 1,5 à 2,5 kilos de maïs dans celle de Diarère. Comme en 1983-84, l'aide la plus substantielle a été apportée par la Mission protestante qui a distribué par personne 10 kilos de riz. Certains catholiques ont bénéficié en plus d'une aide de la Mission de Niakhar que nous n'avons pas pu chiffrer. Des familles ont ainsi reçu près de 300 à 400 kilos d'aide alimentaire qui leur a permis d'économiser leur bétail et d'éviter de nouveaux emprunts.

Les difficultés rencontrées par les paysans au cours de l'hivernage ont des conséquences sur le long terme. Ph. LAMIGNE DELVILLE note que le temps passé à chercher des sacs de céréales freine les travaux agricoles et conduit à un nouveau déficit de production (1988). De même, les emprunts et les ventes multiples de mil entraînent un coût supplémentaire pour le paysan. Dans un échantillon de 50 cuisines, 66% des chefs de cuisine s'étaient déclarés autosuffisants en novembre 1985; huit mois plus tard, 40% d'entre eux sont à nouveau déficitaires, à la suite de ventes ou de remboursements d'emprunts. Cependant, les familles très touchées par la crise n'ont pas été amenées à quitter la concession et à partir en ville. Ce recours ultime est en fait rare en pays sereer, la solidarité intra-familiale compensant les déficits de production et de consommation.

SOUDURES PÉRIODIQUES ET PERMANENTES

Chaque année, les paysans modifient leur consommation alimentaire et les circuits d'approvisionnement. Ces soudures sont maîtrisées et n'entraînent que rarement des pénuries. Les crises alimentaires surviennent plutôt dans un contexte d'effondrement des productions vivrières et des rentes, mais aussi par suite des spéculations des commerçants sur les marchés et dans les boutiques.

La maîtrise des périodes de soudure est permise par l'importance, dans l'économie des cuisines, des activités para-agricoles et commerciales, liées au développement des marchés. Dans un contexte où chaque chef de cuisine doit innover et créer de nouvelles sources de revenus, les disparités entre producteurs émergent plus que jamais. Ceux qui migrent en ville ou vers les Terres neuves, qui sont à la recherche de nouvelles activités, ne sont-ils pas les paysans démunis du Sine, sans possibilités d'augmenter leurs productions, sans revenus monétaires traditionnels - bétail, emprunt, arachide -, en fait ceux qui n'ont aucun espoir de progresser par le seul travail de la terre? Par le commerce sur les marchés et la migration, ils renouvellent leurs sources de revenus, transforment leur consommation et les moyens pour l'assurer. Chez ces producteurs, la soudure est permanente.

travers
à
champs

Éditeur scientifique
André LERICOLLAIS

Paysans sereer

Dynamiques agraires et mobilités au Sénégal



IRD
Éditions